

PAKISTAN

ENJEU

Le Pakistan est une société traditionnelle où l'inertie et l'intransigeance ont ralenti la modernisation. Le gouvernement doit composer avec la violence ethnique et sectaire, la pauvreté et l'ignorance. Ces caractéristiques, ainsi que le pouvoir des forces de sécurité et les propriétaires terriens féodaux, ont entravé l'application des droits de la personne. En outre, les forts courants culturels religieux et traditionnels vont à l'encontre de ce qui est considéré comme la notion « occidentale » des droits de la personne. Le gouvernement du premier ministre Bhutto s'est plusieurs fois déclaré résolu à améliorer la situation dans ce domaine et a nommé un ministre des droits de la personne, mais les promesses n'ont pas toujours été suivies de résultats concrets. Le limogeage de M^{me} Bhutto a entraîné de nouveau l'incertitude politique dans le pays. Néanmoins, bien que quelques partis politiques sont moins réceptifs que d'autres, la question des droits de la personne est carrément inscrite sur l'échiquier politique au Pakistan.

CONTEXTE

Le climat actuel d'intolérance politique et religieuse attisé par l'extrémisme islamique, les tensions ethniques, la criminalité, le terrorisme et le désordre public à petite échelle ont tous contribué à créer une situation préoccupante en ce qui concerne les droits de la personne au Pakistan. L'aggravation des conditions socio-économiques, conjuguée à une forte croissance démographique, a entraîné l'apparition de la culture « Kalashnikov ». La violence peut avoir pour origine des raisons tour à tour ethniques, religieuses, politiques ou simplement criminelles, et vu la facilité d'acquérir des armes, elle est de plus en plus meurtrière. Les policiers sont perçus par la plupart des Pakistanais non comme des protecteurs, mais comme des oppresseurs. Néanmoins, des mesures positives ont été prises.

La discrimination dont souffrent les femmes et les minorités, discrimination rationalisée par référence à des préceptes islamiques, demeure un problème particulièrement aigu. L'élection du Parti du Peuple du Pakistan (PPP) dirigé par M^{me} Benazir Bhutto, en octobre 1993, a réaffirmé le processus démocratique; le président a eu recours à des moyens constitutionnels pour limoger cette dernière. M^{me} Bhutto avait déclaré que son gouvernement accorderait une grande importance au développement social. Elle a pris certaines mesures pour améliorer la situation des droits de la personne et a effectivement nommé un ministre à ce portefeuille en 1996, mais les promesses n'ont pas été suivies de résultats concrets dans la plupart des cas. La responsabilité ministérielle pour les droits de la personne a été confiée au ministère de la justice sous le gouvernement provisoire et on ignore ce que va devenir ce dossier après les élections prévues pour le 3 février 1997.

Les femmes se heurtent à une discrimination systématique au Pakistan; elles ont moins accès que les hommes aux besoins fondamentaux tels que l'éducation et les soins médicaux. Leur taux d'alphabétisation dans les régions rurales est extrêmement faible. Les ordonnances *Hadood*, ostensiblement fondées sur le droit islamique, ont été utilisées pour arrêter, garder en détention et punir les femmes coupables d'infractions sexuelles telles que l'adultère. Des femmes qui ont voulu poursuivre en justice leurs violeurs ont dû à leur